

26.3.2009

Révision de la Loi sur les Etrangers : l'intégration à revers du bon sens

Parmi les propositions de modification de la LEtr figure le fait de n'octroyer dorénavant le permis d'établissement qu'aux personnes bien intégrées. A première vue, du simple bon sens. N'est-il pas fair play d'exiger un effort des migrant-e-s en contre partie d'un permis stable ?

Cette approche qui semble couler de source mérite pourtant qu'on décortique plus finement la logique qui la sous-tend et qu'on prenne la juste mesure de son impact.

Car il ne s'agit ni plus ni moins que d'une approche au mérite. Cela peut-il tenir lieu de politique d'intégration ? Va-t-on accélérer ou bien plutôt freiner l'insertion au long cours d'une personne migrante en lui refusant un droit de séjour sûr parce que son niveau en français ou en allemand serait insuffisant ? Est-ce une manière d'intégrer plus rapidement les épouses étrangères qui viennent en Suisse par le biais du regroupement familial, ou les personnes à faible qualification ? Non seulement le permis C sera bien plus difficile à décrocher, mais plus facile à perdre, même après des années de résidence en Suisse. **La révision proposée consiste à faire peser une épée de Damoclès permanente sur la tête des migrant-e-s. Or le sentiment de sécurité est fondamental dans le processus d'intégration. C'est en sentant qu'on appartient désormais à un nouveau pays qu'on posera les actes les plus forts et les plus adéquats pour y trouver sa place à long terme.**

La révision proposée dénote une conception asymétrique des relations entre la Suisse et sa population étrangère, où la Suisse « fait une fleur » aux migrant-e-s en les tolérant sur son sol. Quant aux étrangères et étrangers, ils n'ont qu'à prouver qu'ils sont dignes de cette faveur. C'est à eux de donner tort au soupçon fondamental qui pèse sur eux, toujours le même : celui de vouloir profiter, abuser. **La Confédération peut bien débloquent des fonds pour aider l'intégration. Tant qu'elle se fondera sur un rapport aussi biaisé avec l'immigration, les projets ne remplaceront pas une véritable politique d'intégration qui s'ancrerait sur une autre base.**

Pourtant il est possible d'agir différemment avec des étrangères et des étrangers, l'Eurofoot 2008 en a été un brillant exemple. Bien sûr, il ne s'agit pas de la même chose. Dans un cas, il s'agit d'un événement festif ponctuel, avec un flux de touristes qui sont reparti-e-s au bout de trois semaines. Dans l'autre, il s'agit d'une réalité au long cours puisqu'on parle de l'installation de personnes en Suisse. Dans un cas, le visiteur ou la visiteuse est suffisamment argenté-e pour alimenter la bonne marche des affaires locales. Dans l'autre, les migrant-e-s contribuent à la prospérité économique du pays, et de façon

bien plus décisive, même s'il peut y avoir des exceptions. Dans un cas, il s'agit d'un hôte de passage. Dans l'autre, ce sont des gens qui passeront toute leur vie (ou du moins plusieurs années) au milieu de nous. Ce pays deviendra sans doute celui de leurs enfants.

Il devrait donc être encore plus important de bien accueillir les migrant-e-s que les fans du ballon rond. Pour ces derniers, les vitrines des commerces se sont couvertes d'affichettes leur souhaitant la bienvenue dans une multitude de langues. Idem dans les transports publics, qui offraient de surcroît sur leurs panneaux d'affichage toute sorte d'informations utiles propres à faciliter la vie des hôtes. Nul avertissement du type : « *Ici, on jette ses déchets dans les poubelles* » ou « *veuillez ne pas sprayer le nom de votre équipe favorite sur les murs ou klaxonner sans modération après minuit* ».

On est parti du principe que les supporters, dans leur grande majorité, agiraient avec respect. C'est dans ce sens qu'ont été rédigés les messages d'accueil, et c'est bien pour cela qu'ils ne regorgeaient pas d'interdits, de menaces. Aucun visiteur n'a dû signer un contrat de bonne conduite avant d'assister aux matches, cela allait de soi. Pour prévenir d'éventuels débordements, on a prévu du sur mesure, toutes nationalités confondues. On a adapté les infrastructures, on a organisé la vie des villes concernées autour d'une donnée nouvelle. Rien que des informations utiles, des tuyaux, pas de conseils ou de paternalisme.

...si seulement on pouvait en prendre de la graine pour la politique d'intégration. Assumer enfin notre statut de pays d'immigration. Donner à chaque migrant-e un signal clair indiquant qu'il est attendu-e, pris-e en compte. ***Les propositions de révision de la LEtr prennent exactement le chemin inverse. C'est pourquoi il faut les rejeter. Au nom du bon sens.***

Marie Houriet

Centre de Contact Suisses-Immigrés Genève

079 / 377 94 88